



**Intervention de Corinne MOREL DARLEUX  
Secrétaire nationale à l'écologie du Parti de Gauche**

**Université d'été de la Gauche Européenne**

**Portaria (Grèce), 19 juillet 2012**

*« In the successful election campaign in presidential and parliamentary elections, how was the concept of "ecological planning" incorporated in the Left Front program, given the historical characteristics of the French left ? »*

On m'a demandé d'intervenir aujourd'hui pour témoigner du concept de planification écologique développé en France par le Front de Gauche, et des perspectives que cela peut ouvrir en matière de réponse à la crise et d'écologie radicale. Comme vous le savez, nos deux pays, la Grèce et la France, ont vécu une période d'élections importantes cette année. Et nous avons été observés avec espoir par de nombreux peuples d'Europe mais aussi d'Amérique du Sud. Aujourd'hui Syriza et le Front de Gauche ne sont pas au pouvoir, certes. Les tenants de l'austérité et du libéralisme sont toujours là. Mais nous avons fait tomber la barrière de la résignation et de l'impuissance, et ouvert une nouvelle voie à la résistance et à la souveraineté populaire.

En France, le Front de Gauche, qui rassemble désormais 8 organisations politiques, a fait la démonstration qu'il existait une alternative au social-libéralisme. Nous avons, avec notre candidat Jean Luc Mélenchon, dépassé les 11% aux élections présidentielles. Le gouvernement de François Hollande sait désormais qu'il doit compter avec une nouvelle force à gauche. Anticapitaliste, écologiste, socialiste et républicaine. Une force autonome et conquérante, bien décidée à ne pas laisser faire la politique du pire et de la rigueur en son nom, et à être le mouvement social des mois à venir. Notre slogan durant toute cette campagne a été « Place au Peuple » et « Vive la révolution citoyenne ». Nous nous sommes appuyés sur ce que vivait le peuple Grec pour faire la démonstration que les politiques de l'Union européenne, du FMI, de l'OMC et de la Banque Mondiale, menaient à la catastrophe. Pour faire campagne contre le nouveau traité européen Sarkozy-Merkel, et désormais Hollande-Merkel. Pour dénoncer les politiques libérales, le discours dominant du « There is No Alternative » et la rigueur. Et nous avons fait le lien avec l'écologie.

Notre campagne a été indissociable de la question écologique. Nous l'avons pensée comme la colonne vertébrale de notre projet politique, en tant que projet de relance de l'activité, comme alternative à l'austérité. Je parle là bien sûr d'écologie politique et d'antiproductivisme. D'une écologie qui fait le lien entre l'urgence environnementale, la crise sociale et le système économique. Pas du capitalisme vert qui ne voit dans la pollution et le dérèglement climatique qu'une nouvelle source de profits. Pas de l'environnementalisme béat prêt à laisser le soin de la biodiversité aux branches « développement durable » des multinationales Suez, Veolia et autres Total ou Vinci. Non, je parle ici de « planification écologique ». Au début, quand on a commencé à parler de « planification écologique », la moitié de la salle s'évanouissait. C'était un gros mot. Comme anticapitalisme, radical ou peuple. Ça va mieux aujourd'hui... Parce que nous avons fait un gros travail de pédagogie et de lutte contre l'idéologie dominante.

Notre planification écologique part de quelques idées... Simples, mais révolutionnaires. 1. La transition nécessaire des modes de production et de consommation ne se fera pas en un jour. 2. Elle ne peut pas être laissée au bon vouloir des multinationales privées dont le seul but est de maximiser les profits. 3. Seule la collectivité est à même de garantir l'intérêt général. 4. La bifurcation écologique doit donc être pilotée sur le long terme, planifiée, et replacée sous maîtrise publique.

Notre constat est le suivant. Il n'y a qu'un seul écosystème humain. Nous l'avons vu avec la marée noire du Golfe du Mexique ou Fukushima. Les décisions qui sont prises à un endroit sur la planète ont des répercussions partout ailleurs. La préservation de cet écosystème humain est nécessaire à la civilisation humaine. Or le capitalisme et son productivisme ont un intérêt contraire à sa préservation. Produire toujours plus, vendre toujours pour toujours plus de profits. Ce sont donc toujours plus de pollutions, de prédatons sur des ressources finies car non renouvelables et toujours plus d'inégalités sociales. Pour préserver nos biens communs, pour garantir nos besoins fondamentaux, pour préserver notre écosystème, nous devons sortir des logiques de marché et de profits individuels. Cela veut dire concrètement qu'en matière d'énergie par exemple, nous demandons la création d'un pôle public de l'énergie, avec la nationalisation des grandes entreprises françaises du secteur, pour mettre en œuvre des politiques publiques fortes en matière de réduction de nos consommations et d'énergies renouvelables. Avec un cadre national qui garantisse l'égalité républicaine, et le même droit d'accès, où qu'on vive sur le territoire, mais aussi l'implication, localement, de tous les acteurs, usagers et citoyens, aux prises de décision. Nous nous sommes pour cela appuyés notamment sur les travaux d'Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie, et son travail sur la gestion des biens communs.

Rien de tout cela n'est possible sans la désobéissance à l'Europe libérale et à ses directives européennes de casse des services publics, comme pour la libéralisation du rail ou de l'électricité. En France, le prix de l'électricité a doublé depuis l'ouverture des marchés à la concurrence et ce sont 10 millions de personnes qui sont en situation de précarité énergétique. Se battre contre cette Europe Libérale comme nous le faisons en France, comme Syriza le fait en Grèce, c'est se battre pour l'intérêt général, social et écologique.

En un mot, la planification écologique, vous le voyez, nous permet d'avoir une vision systémique, à la fois sur les questions d'environnement mais aussi de modèle industriel, économique, et de démocratie. Voilà ce que nous avons placé au cœur de nos débats, assemblées citoyennes et discours de meetings durant les dernières élections en France.

Mais surtout, pendant cette campagne du Front de Gauche en France, nous avons émergé comme nouvelle force écologiste pour 2 raisons. La première, c'est que nous sommes présents depuis 3 ans, avec la création du Parti de Gauche, dans les luttes environnementales, en résistance sur le terrain, en contact avec les mobilisations citoyennes comme sur les gaz de schiste par exemple, et avec les associations. Cela nous a permis de gagner notre légitimité sur le terrain de l'écologie, et de faire évoluer une vision très « béton électricité » de la gauche productiviste issue d'une certaine tradition de la gauche en France. En gros, celle qui croyait encore au schéma production – croissance – consommation. Aujourd'hui nous savons que la relance de la croissance économique, au sens du PIB, en plus d'être économiquement très hypothétique, n'est ni souhaitable ni tenable du point de vue des ressources naturelles et des écosystèmes. Nous savons aussi que les richesses existent, et qu'il n'y a pas lieu d'attendre la relance pour les distribuer. Ce qui manque, c'est le courage politique d'aller les reprendre dans les poches des riches et de les remettre là où elles n'auraient jamais du cesser d'être, au service du peuple.

La deuxième c'est que nous avons inversé la logique traditionnelle de l'offre et la demande. L'antiproduktivisme, c'est ça : ne plus raisonner en termes de production à écouler sur le marché, mais en repartant des besoins sociaux, et non de ceux des actionnaires qui ont besoin de produire toujours plus pour augmenter leurs profits. Nous avons expliqué tout cela. Bien sûr, les notions d'éco-socialisme, d'objection de croissance, d'écologie politique et radicale ne sont pas encore totalement partagées entre nous, et nous nous heurtons encore parfois aux réflexes d'opposition entre création d'emplois et préservation de l'environnement sur de nombreux sujets, souvent des projets industriels. Avec le taux de chômage et la crise, l'argument de l'emploi est toujours mis en avant au détriment de l'environnement. Et pourtant, on sait bien que la relocalisation et la transition écologique permettraient de créer de nombreux emplois, locaux et pérennes.

Mais il existe aussi une certaine vision de l'écologie compatible avec le libéralisme. L'écologie de ceux qui préfèrent culpabiliser les individus pour éviter le vrai débat : celui de la responsabilité du mode de production capitaliste. Ceux là sont dangereux car ils sont porteurs des fausses solutions du capitalisme vert, lorsqu'ils nous expliquent que pour sauver la planète, il faut se brosser les dents sous la douche. C'est une écologie d'accompagnement, qui prend le problème par le petit bout de la lorgnette, coupée des classes populaires, sans critique sérieuse de l'économie mondialisée, et sans vision sociale. C'est pourquoi nous avons, au Front de Gauche, énormément travaillé au lien à recréer avec le monde du travail. Parce que précisément des décennies de discours environnemental opposant les uns et les autres, culpabilisant les citoyens, pointant du doigt les syndicats, ont aussi dressé toute une catégorie de la population contre l'écologie, contre une certaine écologie, et radicalisé les positions de part et d'autre.

C'est pourquoi une des vraies nouveautés de la planification écologique et de l'approche du Front de Gauche a été durant cette campagne de faire le lien systématiquement entre les questions écologiques et sociales, et d'y associer le monde du travail, les syndicats, les salariés en lutte pour leur emploi. Nous avons appris à penser l'écologie en repartant des besoins sociaux, toujours. Nous avons ainsi au mois de mars organisé le premier Forum national réunissant des représentants des salariés en lutte venus de toute la France. Ils ont présenté et échangé sur leurs projets de reprise, par les salariés eux mêmes, souvent sous forme de coopératives, et en y intégrant systématiquement un volet de planification écologique. La raffinerie de Petroplus, les papeteries M-Real, le thé des Fralib, les aciéries d'Arcelor, la pétrochimie d'Arkema... Ce sont eux qui font tourner les machines, eux qui connaissent l'outil de production, eux qui possèdent les compétences. La reconversion écologique ne se fera pas sans eux, encore moins contre eux.

Voilà notre défi.